

L'environnement, support pour lutter contre la marginalisation et développer les capacités d'action : réflexion à partir de l'exemple des recycleurs (*binners*) de Vancouver (Canada)

Benoît Raoulx, Jutta Gutberlet, Crystal Tremblay¹

Ce travail résume des travaux menés à Vancouver par différents chercheurs, dont les entrées se complètent (par la marginalité ou par recyclage). Tous partagent la volonté, en s'appuyant sur du travail de terrain, de relier recherche et intervention. Ces recherches n'auraient pas été possibles sans l'implication des recycleurs (*binners*) et de l'association United We Can que nous remercions.

La région métropolitaine de Vancouver, principale agglomération de Colombie-Britannique, compte plus de 2 millions d'habitants. Les initiatives et les discours environnementalistes y sont très présents, comme dans d'autres métropoles du Nord-Ouest Pacifique (Seattle, Portland)². On y trouve des revendications et des initiatives très variées, souvent novatrices, portées par des associations, dans un contexte de transformations urbaines et sociales rapides : étalement urbain des classes moyennes favorisant l'essor de l'usage de la voiture, problèmes de logement, fortes inégalités dans l'espace urbain, présence de populations marginalisées, etc.

De plus en plus, l'environnement y constitue un *médium des rapports sociaux* au sens où il peut révéler des positions sociales, exprimer des valeurs et de normes, mais aussi contribuer au changement social et culturel. En ce sens, l'exemple de Vancouver est tout à fait intéressant ; il peut soulever des questions générales sur l'environnement et l'intervention sociale, suggérer des comparaisons tant dans les Amériques qu'avec l'Europe.

De la marginalité et du déchet

Le ramassage informel des déchets est souvent associé à la marginalité sociale.

Est marginal ce qui est considéré comme sans importance, négligeable aux yeux de l'ordre dominant. La marginalité désigne un état de mise à l'écart, renvoyant en creux aux normes que le marginal n'accomplit pas (Castel, 1996). Le registre de la marge (marginal, marginalité, marginalisation) renvoie de façon très forte à l'espace par le langage ; plus on est éloigné du cadre normatif, plus le rapport à l'espace signifie la position sociale, par les lieux et les pratiques. La marginalité, qu'elle soit culturelle ou sociale, est une dimension structurante des sociétés nord-américaines, où l'on peut rendre compte de la hiérarchie sociale par une représentation horizontale de la société, à partir des normes ; on peut ainsi opposer la *mainstream society* aux *margins* (marges).

Le déchet peut être défini comme un résidu qui n'a plus ni de valeur d'usage ni de valeur d'échange pour la personne qui le jette ; il tend à être désapproprié, invisibilisé. Les personnes qui s'occupent des déchets sont généralement dévalorisées ; on relève ainsi un transfert symbolique entre les qualités du déchet et les personnes chargées de le ramasser. L'espace des déchets contribue à renforcer cette assignation sociale ; les ordures tendent à s'accumuler dans

¹ Respectivement : maître de conférences en géographie sociale, Université de Caen Basse-Normandie, Centre de Recherche sur les Espaces et Sociétés (UMR 6590 CNRS), courriel : raoulxb@yahoo.fr ; *assistant professor* en géographie et doctorante en géographie, University of Victoria (Canada), Community-based Research Laboratory, courriels : courriel : jutttag@uvic.ca et crystal@uvic.ca

² Certains mouvements environnementalistes internationaux y sont d'ailleurs nés, comme Greenpeace.

des interstices qui marquent leur désappropriation (poubelles ou bennes, seuil, local spécifique à l'écart, espaces vacants : dépotoirs, micro-espaces...)³.

Le champ environnemental : trois registres

Toutefois, l'extension des activités de recyclage change le regard sur les objets considérés comme déchets (il deviennent source d'utilité sociale et de profit) et sont donc requalifiés. Cela contribue-t-il à revaloriser les personnes marginalisées qui vivent de la récupération des déchets ?

Cela s'inscrit plus généralement dans l'affirmation du champ environnemental. Il est difficile de définir le terme environnement. Pour simplifier, on peut définir trois registres, qui sont des productions sociales :

-Ce qui entoure (environne) un individu ou un groupe avec l'idée d'interactions avec la nature ; c'est la définition issue du XIX^{ème} siècle. Implicitement, cela renvoie à un discours sur l'équilibre ou l'harmonie. L'environnement peut être vu sous l'angle du propre et/ou de la santé, les deux étant souvent confondus.

-La dimension patrimoniale ; on considère l'environnement comme un bien commun à protéger en fonction de normes esthétiques.

En France, on a assisté depuis la création de la notion de patrimoine au XIX^{ème} par les élites littéraires à l'extension progressive du terme, de l'édifice au paysage. En Amérique du Nord, la nature vierge (*wilderness*), exprimée par des paysages-types, est érigée comme patrimoine. À Vancouver, la nature y est célébrée à la fois comme spectacle et comme espace récréatif. De plus en plus, elle est mobilisée comme outil de promotion pour la ville (la « nature-spectacle » : la mise en scène du site de Vancouver, entre mer et montagne) et comme faire-valoir immobilier (la vue pour les immeubles en copropriété ou *condominiums*, le cadre de vie pour les lotissements en périphérie destinés aux classes moyennes).

-L'environnement comme champ de l'intervention sociale. Il est institué comme un support de relations sociales pour le bien commun. L'environnement est considéré implicitement comme un outil de développement des compétences individuelles, et/ou porteur d'un changement social, en renvoyant à la valeur de solidarité (*empowerment*, dans le contexte nord-américain).

Ces trois acceptions, s'inscrivant dans les rapports sociaux, sont interdépendantes. Le terme d'environnement a une connotation très positive, renvoyant tour à tour ou à la fois au propre/sain, beau/bien commun, à l'utile/solidaire. A Vancouver, les trois acceptions du terme environnement y sont bien représentées.

Le ramassage des déchets, une pratique associée à la marginalité

Aujourd'hui, des populations, parmi les plus pauvres et marginalisées, vivent du ramassage des déchets pour les revendre : *cartoneros* en Argentine, suite à la crise de 2001, *catadores* du Brésil, organisés en coopératives (Gutberlet, 2007). Cela ne concerne pas que les pays dits sous-développés ou émergents d'aujourd'hui. À la « Belle Époque », les chiffonniers de Paris et les multiples métiers de débrouille liés à la misère sont souvent associés à un espace

³ Le rapport au déchet montre le rapport à l'espace public ; dans certaines villes et sociétés, la pratique de déposer des ordures dans la rue indiquent une opposition forte entre espace privé et espace public, ce dernier n'étant pas considéré comme faisant l'objet d'une prise en charge individuelle et collective par les habitants.

d'entre-deux, de marge, au pied des fortifications, la *zone*, et à la pratique de l'espace public (Gaboriau, 1998). En France, aujourd'hui, des pratiques anciennes que l'on croyait presque disparues sont réapparues sous de nouvelles formes, comme la fouille des poubelles sur les parkings des supermarchés, à côté des pratiques de glanage des campagnes ou des marchés, évoqué par le film d'Agnès Varda (2001).

En Amérique du Nord, cette pratique s'inscrit aussi dans la durée en relation avec la marge et la marginalité. Dans les années 1960, on trouve dans nombre de villes nord-américaines des espaces de marge alors dénombrés *skid rows* ou *skid roads*, y compris dans certains documents officiels. Nommer les espaces revient souvent à les classer. Cette expression ne constitue pas un toponyme, mais désigne une condition et une fonction associées à un type d'espace⁴. Il s'agit d'espaces où se concentrent les hôtels meublés, les débits de boisson, les missions caritatives. Ils sont situés à proximité des centres-villes, près du port ou de la gare, dont l'exemple-type est représenté par les villes de la côte Ouest⁵. À cette époque, ces espaces sont les témoins d'une époque qui s'efface, celle d'une main-d'œuvre itinérante (*hoboes*) en phase avec l'économie d'exploitation des ressources de l'arrière-pays ; ils abritent surtout des hommes seuls, âgés, sans ressource. À Vancouver, il faudra attendre les années 1970 pour que ce secteur de la ville soit assigné d'un toponyme officiel, associé à sa situation de bordure du centre, le Downtown Eastside.

Fouiller les poubelles –on parle alors surtout de *scavenging*, terme qui a une connotation péjorative– est une activité alors certainement courante parmi les populations marginalisées, mais à laquelle on porte peu d'attention. L'ouvrage, original, de Donald Bogue sur les *skid rows* des États-Unis (Bogue, 1963), le film *Skid row* d'Allan King (1957) sur Vancouver, un rapport d'urbanisme de la Ville de Vancouver de (City of Vancouver-, 1965a) évoquent furtivement cette activité de survie.



À l'époque, le discours se focalise surtout sur les méfaits de l'alcoolisme, la réhabilitation morale et physique des alcooliques. Ces quartiers sont considérés comme pathogènes ; la vision hygiéniste qui prédomine alors préconise la destruction de ces quartiers (Raoulx, 2002). Dans beaucoup de villes, ces espaces sont rasés, laissant place à des bureaux et des parcs de stationnement. À Vancouver, sans doute parce que les enjeux sont moins importants qu'ailleurs⁶, cette fonction subsiste ; les formes de la marginalité sociale évoluent.

Figure 1 Dessin extrait du rapport *Downtown East Side, City of Vancouver, 1965*

⁴ À Los Angeles, on y trouve un espace marginal important encore dénommé *Skid Row*. Cette association espace/condition et l'utilisation d'une expression générique comme nom de lieu est fréquente, renforçant la stigmatisation : *zone* pour les baraques des chiffonniers de Paris au pied des fortifications, *zonas de tolerencia* ou *zonas* dans certaines villes mexicaines frontalières des États-Unis, lieux de la marge et de la prostitution...

⁵ L'expression *skid road* est liée à l'activité forestière ; elle désigne à l'origine le chemin en bois sur lequel sont tirés les troncs d'arbre. Métaphoriquement, cela peut désigner le glissement vers la déchéance.

⁶ L'importance de la mobilisation des habitants dans le quartier voisin du Chinatown, concerné aussi par un projet de rénovation urbaine est souvent avancée. On peut imaginer qu'à Vancouver, compte tenu du stade économique de la ville de l'époque, les enjeux immobiliers y étaient peu importants, expliquant ainsi le maintien de ce quartier.

Les facteurs structurels favorisant l'expansion du *binning*

À partir de la fin des années 1980, et surtout dans les années 1990, cette activité devient plus importante. Cette tendance peut s'expliquer par la convergence de quatre facteurs structurels :

- La transformation de l'aide sociale. Le contexte de réduction des dépenses publiques, en particulier la limitation des prestations sociales (*Welfare*) des services de santé publique, etc., le retrait des aides fédérales pour la production de logement, etc. , contribuent à renforcer la précarité et la marginalité sociale (Raoulx, 2000). Ce changement a entraîné l'essor des structures associatives d'aide ou d'intervention sociale dans tous les domaines : logement, santé, etc., généralement localisées dans le Downtown Eastside ;

-L'essor de certaines formes de marginalité, en particulier liées à l'expansion de la toxicomanie de rue (cocaïne par injection, *crack*, polytoxicomanie) dans le Downtown Eastside, les problèmes de santé publique qui y sont liés (VIH sida, maladies mentales à la rue)⁷ ;

-La forte croissance urbaine et l'expansion de la ville, avec des politiques de densification du centre, pour lutter contre l'étalement urbain et maintenir le poids de Vancouver au sein de l'agglomération. À partir de 1986, des grands projets urbains ont vu le jour, amenant notamment à la création de complexes résidentiels sur les berges (*waterfront*) et dans le centre. La hauteur et la vue (la « nature-spectacle ») des condominiums⁸ participent au processus de valorisation immobilière et de distinction sociale. De plus en plus, le contraste entre le Downtown Eastside et les quartiers adjacents à fonction résidentielle ou touristique apparaît, tandis que les associations communautaires craignent un rétrécissement du quartier, la *gentrification* (l'arrivée des classes moyennes dans des quartiers pauvres) et l'expulsion des populations marginalisées du centre -ville (Blomley, 2007).

-La législation en matière de recyclage a évolué. Le programme de recyclage des contenants de boisson a commencé en 1970 avec l'entrée en vigueur de la *Litter Act* (loi sur les déchets), qui a fait de la Colombie-Britannique la première collectivité en Amérique du Nord à choisir un système de consigne pour les boissons et les contenants de bière pour maîtriser les déchets. En 1997, le programme a été étendu avec le *Beverage Container Stewardship Program Regulation* demandant à toutes les marques – à l'exception du lait et des boissons lactées, des produits pour enfants – d'établir un système de ramassage à l'échelle de la province, par un système de consigne (Bc Ministry of Environment, 1998). La législation a établi un objectif minimum de 85 % de récupération et exige que chaque contenant de boisson soit réutilisé ou recyclé. Cela a conduit à la formation de trois structures de contrôle établies par le secteur des contenants de boisson afin de pouvoir respecter la nouvelle législation : ce sont Encorp Pacific (EP) pour les boissons non –alcoolisées, The Liquor Distribution Branch (LDB) pour les boissons alcoolisées, à l'exception des marques nationales, et la Brewers Distribution Branch (BDB) pour les boissons alcoolisées nationales. Entre 2004 et 2005, plus de 1,7 milliard de contenants de boisson ont été vendus dans la province, dont plus d'1,4 ont été récupérés, soit un pourcentage de 81,3 %.

La réutilisation ou le recyclage de ces contenants s'inscrit dans une politique de régulation des déchets dont l'objectif est à la fois de contrôler la production de déchets issus des contenants de boisson et d'éviter qu'ils soient orientés vers les incinérateurs et les décharges (BC

⁷ Plusieurs milliers d'usagers de drogue fréquentent le Downtown Eastside, constitué de quelques *blocks* (îlots). L'épidémie de VIH-Sida y a été particulièrement importante (Raoulx, 2002).

⁸ Immeubles en co-propriété.

Ministry of Environment 2005). Le changement de la législation a conduit à la multiplication de dépôts de recyclage dans la région métropolitaine de Vancouver, en particulier ces dernières années. Le prix de la consigne varie entre 5 et 20 cents en fonction des contenants.

United We Can, une initiative originale

Plusieurs expressions sont utilisées pour désigner les personnes qui s'adonnent au ramassage des déchets dans les poubelles. Aux États-Unis, cette activité y est aussi pratiquée : par exemple, à Oakland, en Californie, on les dénomme *buggy recyclers*, ce qui fait référence au chariot de supermarché permettant de transporter les bouteilles et les canettes. À Vancouver, les personnes qui s'adonnent à cette pratique se désignent généralement par le mot informel de *binners* (de *bin*, poubelle, *binning* pour l'activité). La présence d'une association de *binners* a contribué à populariser ce terme.

Pendant longtemps, les *binners* rapportaient les contenants dans les boutiques, mais celles-ci limitent à 24 contenants par personne et les commerçants voient d'un mauvais oeil arriver ces personnes marginalisées. C'est à partir d'une association dédiée à la lutte contre la pollution des eaux du port, Saving Our Living Environnement (SOLE), qu'a été créée en 1995 l'association United We Can, un jeu de mot entre *can* « pouvoir » et *can* « canette » (boîte de boisson). Avec des aides publiques, un premier dépôt été ouvert, dans le Downtown Eastside, à Cordova Street. United We Can effectue la fonction de tri et le stockage des contenants (canettes et bouteilles) avant de les revendre aux entreprises de recyclage. Cette initiative est à notre connaissance unique en Amérique du Nord et à Vancouver. United We Can a joué un rôle pionnier, anticipant le « boom » du recyclage qui a amené à l'ouverture de nombreux dépôts privés dans la région. L'association a été active dans la promotion de l'extension des consignes à la plupart des contenants de boisson, en 1997. Aujourd'hui, le dépôt reçoit



environ 20 millions de contenants par an. L'objectif à long terme est de devenir autonome financièrement dans cette activité (aujourd'hui environ 10 % des revenus viennent des aides publiques) ; en revanche, les investissements et la diversification des projets mobilisent un certain nombre de subventions publiques (Ville et Province) et d'aides diverses.

Photo 1. Dans l'ancien dépôt de United We Can, situé à Cordova Street, en 1997. Photo : B.Raoulx

L'augmentation du volume a nécessité de changer de local. Le nouveau dépôt, plus vaste et plus adapté, est situé dans la rue d'à côté, Hastings Street. Aujourd'hui, l'association cherche à nouveau un espace plus grand, en raison de l'augmentation du volume de contenants.

United We Can est une structure ouverte sur la rue, accessible aux personnes les plus en difficulté. Cela permet au *binner*, s'il le souhaite, de bénéficier de services et de construire un parcours en continuum, grâce à la présence d'autres activités, jusqu'aux emplois salariés dans le dépôt.

Une pratique diversifiée

Les personnes marginalisées trouvent un moyen de compléter leurs maigres revenus par cette activité, mais il y a aussi d'autres fonctions (« faire quelque chose »). Il est difficile d'estimer le nombre d'individus qui s'adonnent à cette activité à Vancouver (entre mille et deux mille personnes ; plusieurs centaines fréquentent le dépôt tous les jours).

La plupart des *binners* qui fréquentent l'association vivent dans le Downtown Eastside, dans des hôtels meublés, des foyers, des centres d'accueil, avec souvent des périodes à la rue.

Beaucoup d'entre eux, en raison de leur parcours personnel et du cumul de handicaps ne peuvent accéder à des emplois salariés stables. Les études qualitatives menées par plusieurs enquêtes depuis 1997 (Raoulx, 1999, 2003, Tremblay, 2007) montrent que cette pratique est menée différemment en fonction des situations. Certains développent des capacités d'entrepreneurs et considèrent cette activité comme un travail indépendant. Les *binners* qui s'y adonnent pratiquement tous les jours doublent le montant de l'aide sociale⁹.

Le *binning* est majoritairement pratiqué par des gens d'âge actif, des hommes, mais on note aussi quelques femmes, qui le font parfois en couple¹⁰. Le *binning* se pratique à pied en traînant souvent un chariot de supermarché, que l'on trouve un peu partout, ou à vélo, parfois avec une petite remorque.

Les contenants de boisson sont les objets ramassés les plus courants, mais les *binners* ont tendance à récupérer tous les objets recyclables ou revendables aisément transportables. Ces derniers sont revendus dans les boutiques de seconde main ou de gage, ou donne lieu à des ventes informelles, parfois rapides en cas de comportement addictif. Par exemple, en 2008, le trottoir à l'entrée du dépôt est devenu un point de fixation pour le marché informel, de vente et de sociabilité.

Un révélateur de la ville....invisible

Nous avons vu que la marginalité permet de voir en creux le cœur de la société ; le rapport aux déchets est à cet égard exemplaire. Les disparités sociales dans la consommation et les comportements y apparaissent très clairement : les poubelles des quartiers aisés, à l'ouest de la ville, contrastent avec celles de l'est de la ville. Les premières reflètent l'abondance et des pratiques de consommation, tout objet devenu inutile ou déprécié étant jeté dans les poubelles.

Les *binners* développent des compétences dans le ramassage des déchets, la ville étant considérée comme un territoire de ressources. Ce savoir-faire géographique s'inscrit dans les espaces de la concentration de la richesse : quartiers aisés, espace de forte densité commerciale et résidentielle, comme le centre ville sont très fréquentés. La pratique se colle aussi aux rythmes sociaux dominants : on ramasse plus les soirs de fin de semaine ou après les événements de masse, les fêtes produisant plus de déchets. Les *binners* construisent chacun leur territoire, allant relever leur *trampoline* (« ligne de piège »), expression métaphorique qui mobilise l'image valorisante des trappeurs et des coureurs des bois de la mythologie canadienne. Une géographie personnelle et sensible de la ville se construit par les pratiques, pouvant donner aux espaces des qualificatifs : par exemple, une femme parle de ses

⁹ Voir le film *Trampolines in Vancouver* (2003). L'aide au revenu (*income assistance*) était en 2007 de 235 ou 285 dollars canadiens par mois pour une personne seule d'âge actif en fonction de la situation ; pour les personnes handicapées : 531, 42 dollars. À cela s'ajoute l'aide au logement (jusqu'à 375 dollars).

¹⁰ Cette activité est aussi pratiquée différemment en fonction des origines culturelles. Beaucoup de personnes âgées d'origine chinoise (seconde communauté linguistique à Vancouver) se consacrent à cette activité ; il ne s'agirait pas de personnes autant marginalisées car elles maintiendraient des liens familiaux. La plupart des *binners* rencontrés sont d'ascendance européenne ou autochtone.

« allées bruyantes » (*noisy lanes*) du quartier de Kitsilano (ouest de la ville), en raison des graviers qui font tinter les chariots. Certaines personnes établissent des contacts avec des habitants ou des commerces, qui leur donnent régulièrement des contenants de boisson consignés.

La ville fréquentée par les *bidders* relève essentiellement d'espaces peu visibles : les allées de service, qui doublent chaque rue, où se trouvent les poubelles et les locaux à ordures, contrastent avec l'espace visible, celui des rues.

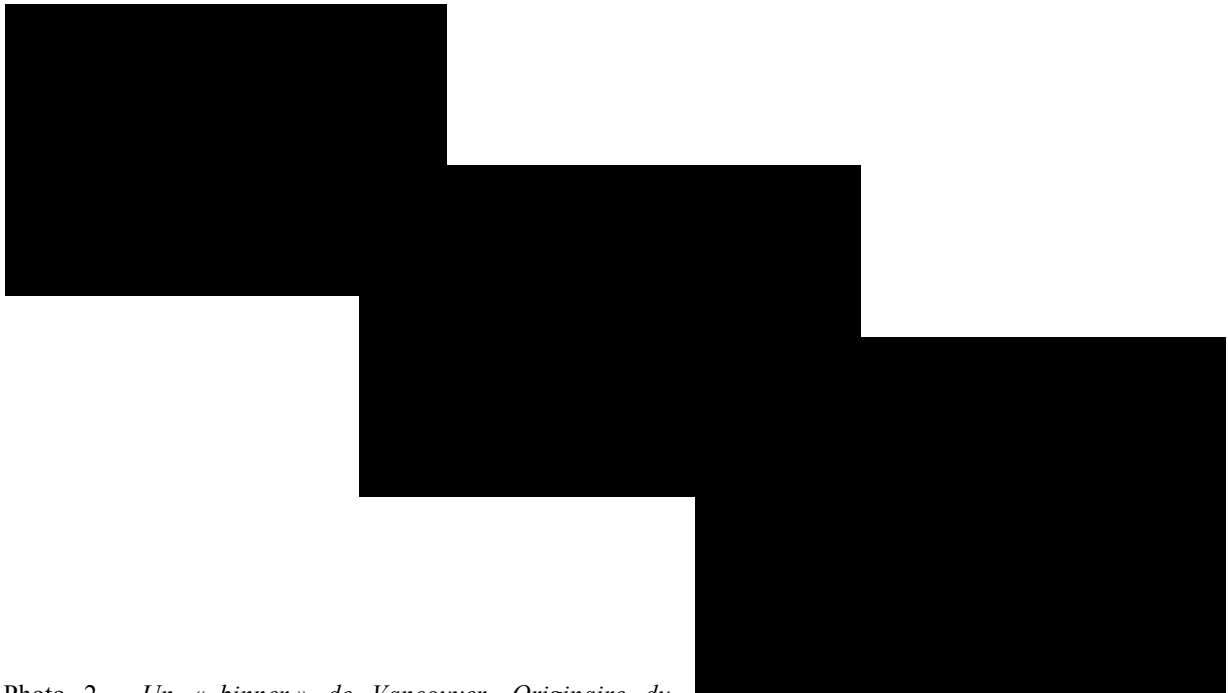


Photo 2. Un « bidder » de Vancouver. Originaire du Québec, il a d'abord fait des petits boulots (récolte de fruits dans l'Okanagan). Sa tournée concerne la rive sud de False Creek, près du centre ville. La photographie date de 1997. Usager de drogues, il bénéficie d'un produit de substitution (méthadone). Rencontré depuis à plusieurs reprises, il vit dans l'est de la ville. En 2008, stabilisé, il fréquente moins souvent le dépôt. Photos : B.Raoux.

Transformation et diversification des activités de United We Can

L'association United We Can a lancé un certain nombre d'autres initiatives dans le champ de l'environnement, comme le nettoyage des allées de service du quartier.

En centre ville, espace de forte densité de services, le ramassage des déchets des professionnels (services, commerce, etc.) est concédé à des entreprises privées, qui y placent des bennes à ordures, les services municipaux nettoyant le sol. Dans cette partie de la ville, l'espace des allées, moins exposé que la rue, a une fonction sociale : il est souvent approprié par les usages de consommation de drogues (injection), d'où une production de déchets importante et fréquente. United We Can a créé un emploi de coordinateur et permet à des personnes marginalisées de travailler comme salariés dans ce projet. Autre initiative : en 2008, sur un terrain vacant jouxtant le dépôt, un immeuble de logement social est en construction. Plusieurs unités seront gérées par United We Can.

D'autres activités ont été mises sur pied comme un atelier de recyclage d'ordinateurs, aujourd'hui en sommeil, et l'atelier de réparation de bicyclettes, qui fonctionne régulièrement. La question du transport est importante. Le vélo, peu coûteux, permet d'accéder au terrain de

ramassage. Toutefois, se pose le problème du transport des produits de la collecte, le volume étant généralement important. L'utilisation du vélo est très valorisante aujourd'hui, car il est associé à l'environnement. Plusieurs essais d'innovation ont été menés : d'abord, l'association a utilisé des tricycles, l'objectif étant d'offrir des services aux entreprises et aux hôtels des environs du quartier (2001). Cette évolution de la pratique est nécessaire. La construction actuelle de tours résidentielles, parfois de très haut standing, dans le cadre de la densification du centre ville rend plus difficile l'accès aux poubelles et aux bennes à ordures¹¹. Certaines formes d'évitement sont mises en œuvre (fermeture) ; enfin, dans le centre ville, le système actuel de concession de bennes à ordures est appelé à disparaître. La volonté de United We Can est de proposer aux entreprises et aux individuels de fournir un service régulier. Récemment, le Urban Binning Unit (UBU) marque une nouvelle étape.

UBU le roi des chariots ?

L'UBU désigne un type de chariot conçu pour faciliter le ramassage et le transport des emballages de boisson. Il permet aussi de réduire les nuisances sonores qui ont lieu avec des chariots de supermarchés et de sensibiliser le public au *binning* pour renforcer la cohésion de la communauté¹². Il est fabriqué avec des matériaux recyclables et remplaçables ; le chariot est facilement manœuvrable.

Equipé avec un grand sac de tissu, l'UBU peut être facilement replié et rangé ; il dispose d'une attache pour être tracté par un vélo. L'intérêt d'utiliser l'UBU permet d'éviter l'utilisation sauvage de chariots de supermarché et l'objet constitue un support au dialogue avec les autres habitants. Cela permet aussi d'éviter les problèmes avec la police qui tend à confisquer les chariots et à donner des amendes. L'UBU fonctionne avec un système de micro-épargne qui permet de devenir propriétaire.

L'UBU peut améliorer l'image des *binners* dans la ville en contribuant à créer un sentiment d'identité dans la communauté et de sensibiliser aux services qu'ils proposent. Cette initiative a aussi contribué à étendre un partenariat entre *binners*, habitants et commerces, afin de renforcer une collecte plus efficace et de valoriser cette activité (Tremblay, 2007). Ces partenariats constituent un moyen pertinent pour obtenir des déchets recyclables qui, sinon, doivent être triés à partir des ordures, avec les risques d'hygiène et de santé que cela comporte.

¹¹ La densification permet d'éviter des déplacements et de développer les transports en commun ou les modes dits doux, comme le vélo ou la marche à pied. Des actions dites environnementales peuvent renforcer la logique du marché immobilier et la ségrégation dans l'espace, si cela n'est pas accompagné de politiques ambitieuses en faveur du logement social et de mesures d'encadrement du foncier.

¹² Par communauté, dans le contexte nord-américain, nous entendons ici une population qui partage en commun un espace et se pose en sujet collectif.



Photo 3 Des participants du projet en train de construire le chariot. Photo : M.Strutt, 2006.

L'UBU a constitué un outil excellent pour le développement communautaire, adéquat pour impliquer plusieurs partenaires et étoffer les compétences des *bidders*.

À travers des réunions de consultation et des actions de terrain, cette initiative a été mobilisée comme programme de formation pour renforcer les capacités d'action (*empower*), de l'estime de soi et la capacité à communiquer au niveau interpersonnel. Cette action a aidé les *bidders* à se positionner comme prestataires de service de proximité et entrepreneurs.

L'expérimentation de ce chariot s'est toutefois heurtée à quelques problèmes. Par exemple, le mode de vie des *bidders* demande souvent de l'argent à court terme, et certains chariots ont été revendus ou perdus.

En effet, au-delà de l'outil, l'accompagnement des *bidders* qui est important. Actuellement, cette initiative connaît une nouvelle phase avec l'embauche d'un coordinateur du projet pour insérer davantage ce service dans le tissu social. Il s'agit d'impliquer davantage les habitants pour aider les *bidders* à mener leurs projets, de nouer des relations de confiance pour proposer des services de collecte à des particuliers ou des commerces. La difficulté est, en effet, de pouvoir offrir un service qui soit satisfaisant pour le client et adapté à la situation de chaque *binner*.



Photo 4 Un membre du Binner Cart Project utilisant le chariot, 2006. Photo : M. Strutt.

La démarche réflexive : le film documentaire

Dans le cadre de d'une de ces recherches, un film intitulé *Traplins in Vancouver* a été réalisé (2003, tourné en 2001). Le choix de réaliser un film a été motivé par plusieurs raisons. Rendre compte de la condition des *binners* implique de trouver un outil le plus adéquat : en effet, les premières enquêtes qualitatives avaient montré la limite de la méthodologie classique du travail de recherche.

D'une part, il est difficile de rendre compte de la condition de la marginalité, qui comprend de multiples facettes, et du *binning*. La parole, le mouvement, le corps au travail, autant de dimensions qui s'évanouissent dans les comptes-rendus classiques du travail de terrain. Chaque medium, l'écrit, l'image fixe, l'image audiovisuelle rend compte la réalité par un langage qui lui est propre. D'autre part, la relation entre le chercheur et les personnes rencontrées, de condition sociale et culturelle différente, est partie intégrante de la recherche et de l'intervention. Le film documentaire n'est pas un simple outil qui enregistrait de façon neutre empreinte de la réalité. L'intérêt réside dans une relation entre le filmeur, les personnes filmées - et le spectateur. Un film documentaire permet de rendre visible à la *mainstream society* des pratiques invisibilisées.

Pour ce film, nous avons choisi de prendre le temps de l'immersion, déjà facilité par des expériences précédentes de bénévolat dans cette structures, afin d'établir une relation de confiance (pour plus de détails sur la démarche -Raoulx, 2006- et le film, accessible gratuitement en ligne). Dans ce dispositif, nous nous sommes positionné en tant que médiateur, à la fois impliqué et distant. Le film permet ainsi une démarche réflexive, permettant d'interroger, de discuter et rendre audible la parole des *binners*, qui sont mobilisés en tant que témoins.

Le film a fait l'objet d'un forum public en 2004 avec United We Can et des *binners* ; il a été ensuite utilisé dans le cadre d'autres projets, par exemple sur le campus d'une université (UBC), terrain pratiqué par certains *binners*. Le film a été projeté dans plusieurs rencontres publiques ou de cinéma documentaire (festivals, soirées thématiques) en formation en France et à l'étranger, dans des associations. Il constitue le support d'une réflexion au-delà de Vancouver, la discussion portant généralement sur la situation de chaque pays, sur les questions de marginalité et d'environnement.



Photos 5. Peter, l'un des personnages du film apporte son point de vue sur la consommation

(*Traplines in Vancouver, 2003*).

La discrimination et l'exclusion des recycleurs informels : un phénomène courant dans les Amériques

Le *binning* ou recyclage informel est une pratique très courante dans d'autres pays, comme en Amérique latine en particulier. Dans ces pays, les recycleurs doivent faire face à une certaine stigmatisation voire à la violence physique et sociale ; les habitants ne veulent pas voir des gens fouiller les poubelles qu'ils ont eux même disposées dans les rues (Gutberlet, 2008). Une conférence internationale réunissant des recycleurs informels a eu lieu à Bogotá en mars 2008.

Les recycleurs informels sont malvenus dans certains espaces, en particulier les quartiers qui font l'objet d'opérations urbanistiques et immobilières. À São Paulo, au Brésil, les gouvernements expulsent les SDF et les recycleurs informels de ces lieux. Lors de la rencontre internationale des recycleurs de Bogotá en mars 2008, les participants ont insisté sur le thème de la discrimination et de la violence contre les recycleurs informels. Les centres-villes sont « nettoyés » pour laisser place à des projets de renouvellement urbain, ce qui s'accompagne de l'évincement des populations marginalisées. Au Brésil, par exemple, on utilise l'expression de « sanitisation », pour désigner le processus d'expulsion des indésirables du centre ville. Les recycleurs se plaignent du harcèlement de police et des gardiens et sont souvent accusés de voler. Leur chariot et le contenu sont confisqués ou détruits, ce qui renforce leur humiliation. Selon les mots d'un représentant du Mouvement national des recycleurs du Brésil, faisant référence à l'expulsion des recycleurs du centre ville historique : « *C'est une guerre qui se passe à São Paulo* » (communication personnelle, J.Gutberlet, 03.02.2008). Un travail en cours avec les coopératives de recycleurs (*catadores*) de São Paulo, dans le cadre d'un programme canado-brésilien, a été monté des ateliers vidéo, afin de valoriser leur action et renforcer la capacité du collectif (Gutberlet, 2007).



Photo 6 : Recycleurs de Bogotá, 2008. Photo : J.Gutberlet.

En Amérique du Nord, on observe dorénavant le même phénomène, dans les espaces centraux de Vancouver et de Victoria, en Colombie-Britannique. L'accès aux poubelles devient de plus en plus restreint, afin de garantir les profits aux groupes privés de collecte et de recyclage des déchets. Les politiques visent à en effet à fermer l'accès aux déchets, ce qui peut amener à pénaliser les *binners*. La perspective des jeux olympiques d'hiver de 2010 peut amener à vouloir « nettoyer » les espaces centraux pour les commerces et les touristes, afin de cacher la misère. Des témoignages évoquent des violences contre les *binners* et la confiscation de leur matériel, surtout à Victoria, où ils ne sont pas organisés en association.

À Oakland, En Californie, les *buggy recyclers* sont harcelés par la police (site internet McKinney D, Parul V., 2007) sous la pression des intérêts des firmes ce secteur, pratique toutefois constatée il y a une dizaine d'années (Van Devers, 1996). Cela reflète la tendance à la criminalisation de la marginalité.

L'insertion sociale signifie offrir des espaces adéquats pour faciliter l'activité et donner des conditions de travail qui améliorent la santé des travailleurs. Cela doit se concrétiser par le passage d'outils rudimentaires vers des équipements plus sûrs, efficaces et économes en énergie ainsi que par le passage du stade de la collecte et de la revente au stage du traitement et du recyclage des déchets. Il est nécessaire que les représentations sociales sur les recycleurs informels, marquées par la stigmatisation, changent vers la reconnaissance de la profession. Cette lutte pour la dignité ne s'inscrit seulement dans le cadre des droits basiques de la personne : elle doit aussi être prise en compte dans les politiques publiques. Les recycleurs, environnementalistes invisibles, ne doivent pas être perçus comme des personnes inutiles, dangereuses ou sales, mais au contraire comme des acteurs reconnus de l'environnement. Il faut aussi pour cela que les gouvernements et les populations soient prêts à payer le prix nécessaire pour recevoir ce service.

Conclusion

L'exemple de United We Can montre le passage d'initiatives informelles à une dynamique collective et une structuration avec le temps, tout en restant très accessible aux personnes marginalisées. L'environnement est donc le moyen de renforcer les capacités d'action individuelles et collectives au sein de la société (*empowerment*).

Cette initiative s'inscrit bien dans le contexte nord-américain, où la régulation sociale est locale, en particulier celui des villes de la côte Ouest, postindustrielles, où l'environnement peut amener à une mobilisation collective et à déstigmatiser les activités liées à la collecte des déchets.

La logique combinée de l'entrepreneuriat et de la fonction sociale permet d'obtenir un soutien d'horizons différents. En effet, considérée comme procurant un service rendu pour le bien commun, associé à l'idée d'environnement, l'association a trouvé une certaine légitimité auprès des politiques, des entreprises, et de la population.

Or, au fur et à mesure que l'environnement devient un enjeu économique, la place des populations qui vivent du recyclage informel est menacée, comme si le processus de « démarginalisation » de cette activité engendrait à terme leur évincement. L'enjeu est donc de renforcer la visibilité et la légitimité de l'intervention sociale au nom de l'environnement. En dépit des difficultés, cela montre la construction d'une dynamique à partir de personnes en situation de marginalité sociale. Il s'agit d'une pratique dialectique, dans la mesure où l'on envisage les problématiques de façon pratique ; on essaye de dépasser les contradictions, chaque étape permettant d'aller plus loin.

Ce type d'action nécessite un certain *leadership* communautaire : il faut, d'une part, être proche et accessible aux personnes marginalisées, et, d'autre part, être capable de mobiliser des ressources, de construire un réseau social auprès des entreprises, institutions, associations, politiques et plus généralement d'obtenir le soutien de citoyens conscients des enjeux en cours. Aujourd'hui, les rapports sociaux et les relations à l'espace sont de plus en plus médiatisés ; le travail sur les représentations sociales nous semble donc fondamental. Cela nécessite la maîtrise et l'utilisation d'outils qui permettent de changer le regard (la vidéo communautaire, le film documentaire) et d'éduquer des publics différents (enseignement, grand public, forums avec les citoyens, etc.).

Bibliographie

Ackerman, F. and Mirza, S., 2001, « Waste in the inner city: Asset or assault? » *Local Environment* 6 (2): 113-120.

BC Ministry of Environment, 2005, *Beverage container stewardship program: Annual report by the director.* (Consultation en ligne le 20/02/2007)
http://www.env.gov.bc.ca/epd/epdpa/ips/bev/pdf/bev2005_06_encorp.pdf

BC Ministry of Environment, 1998, *Beverage container stewardship program: Annual report.* (Consultation en ligne le 20/02/2007)
http://www.env.gov.bc.ca/epd/epdpa/ips/bev/reports/bev1998_99.html.

Bogue, D, 1963, *Skid rows in American cities*, Community and Family Study Center, University of Chicago, 521 p.

Blomley N, 2007, *Unsettling the city: Urban land and the politics of property*, Routledge, London, 207 p.

Castel, R., 1996, « Les marginaux dans l'histoire » in, Paugam, S. (dir.), *l'exclusion, l'état des savoirs*, La Découverte, Paris, p.32-41

City of Vancouver-a, 1965, *Downtown East – Side, a preliminary study*, 45 p.

City of Vancouver -b, 1965, *Special joint commitee: Skid road: a plan for action*, 51 p.

Gaboriau P, 1998, *SDF à la Belle Époque*, Paris, Desclée de Brouwer, 286 p.

Gutberlet, J, 2008, « Empowering collective recycling initiatives: Video documentation and action research with a recycling coop-op in Brasil », in : *Resources, Conservation and recycling* 52, p. 659-670, Elsevier.

Gutberlet, J., 2008, *Recovering resources: recycling citizenship: Urban poverty reduction in Latin America.* Ashgate, Aldershot, Hampshire, UK.

Jaffe, P.J.M. and Nas, R., 2004, « Informal waste management: Shifting the focus from problem to potential. », *Environment, Development and Sustainability* 6: 337-353.

Punter, J, 2003, *The Vancouver achievement, urban planning and design*, UBC Press, Vancouver.

Raoulx, B., 2006, « *East side/West side. L'expérience d'une recherche et d'un film documentaire avec les « fouilleurs de poubelle » de Vancouver* ». *Etudes canadiennes/Canadian studies* n°60, Association Française d'Études Canadiennes (AFEC), Bordeaux p. 151-180.

Raoulx, B., 2004, « La ville en jeu : Vancouver » (les *binners* et les cartes), in : Bord, J.P et Baduel, P.R (coord.), *Les cartes de la connaissance*, Karthala, Paris p.333 –344.

Raoulx, B., 2003, « Être visible dans la ville. Le rôle des associations dans les enjeux culturels et sociaux du patrimoine à Vancouver ». Guichard-Anguis, S., Barbas, M. (dir.) *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^{ème} siècle*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, Paris. p. 433-451.

Raoulx, B., 2002 « De l'alcoolisme à la polytoxicomanie : santé publique, espace urbain, ordre public à Vancouver », in : Fleuret, S., Sechet, R. (dir.) « La santé, les soins, les territoires. Penser le bien-être », Presses Universitaires de Rennes, Rennes, p.123-146.

Raoulx B., 2001, « De la marginalité au cœur des sociétés : une réflexion de géographie sociale », in : Fournier, J.M, *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Les documents de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen n°14, p 195-204 (actes du colloque de géographie sociale).

Raoulx B., 2000, « Marginalité, État Providence et action communautaire : l'exemple de Vancouver », *Bulletin de l'Association des Géographes Français (BAGF)*, Paris, n° 3 septembre, p.267-283 n° spécial exclusion, insertion et emploi

Raoulx, B., 1999, « Les pratiques de l'espace des populations marginales : l'exemple des *binners* de Vancouver » *Espaces, Populations, Sociétés*, Lille, n°1 p. 353-357

Tremblay, C., 2007, *Binners in Vancouver: A socio-economic study on binners and their traplines in Downtown Eastside*. Masters Thesis, Department of Geography, University of Victoria.

Van Devers, M.L., 1996, « Scavenging and economic justice », *The Urban Ecologist*, Oakland, n°2, p. 6-8.

Sites internet

United We Can : www.unitedwecan.ca

UBU: www.urbanbinningunit.com

École de journalisme de Berkeley : reportage photographique sur les *buggy recyclers* dans le cadre du projet Oakland Landscape of Change, Daniel McKinney (texte) et Parul Vora (photos) <http://journalism.berkeley.edu/projects/gorneyj200/urbanminers.html>

Films documentaires cités

Canada

Skid Row, 1957, réal. Allan King, 37 mn, Canadian Broadcasting Corporation (CBC), Vancouver. En anglais.

Traplines in Vancouver, 2003, réal. B. Raoulx, 37 mn. Ateliers Cinéma de Normandie/Cerimes –SFRS. En anglais sous-titré en français.

*Diffusion en ligne : en flux libre-accès sur <http://doc2geo.googlepages.com> cliquer “auteur” puis rentrer le titre) ; téléchargeable sur le site du diffuseur www.cerimes.fr (entrer le titre) ; il peut y être commandé en DVD.

*Explication de la démarche documentaire sur la revue en ligne *LISA*, MRSH Université de Caen Basse Normandie (2008) <http://www.unicaen.fr/mrsh/lisa/indexFr.php>, rubrique "espace muséal" ("avec les *binners* de Vancouver")

France

Glaneurs, glaneuses, réal. Agnès Varda, 2000, 78 mn, diffusion DVD Ciné-Tamaris/Scerén-CNDP (2002)